

CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN MAI 2014

Le président « normal » est devenu celui des Patrons, le candidat qui prétendait combattre la finance a laissé place au président des marchés, des dividendes et des actionnaires... La finance a pris le pas sur l'économie, le pouvoir des puissants est en train d'écrabouiller les peuples, avec la complicité et le soutien d'un gouvernement dit de gauche. Pas étonnant que la désespérance soit au rendez-vous : au-delà de la crise et de la pauvreté qu'elle engendre, c'est l'injustice sociale qui révolte et décourage. Pierre Gattaz, patron du Medef, propose de créer un salaire inférieur au Smic ; il réclame davantage d'aides de l'état pour les entreprises, « aides » qui sont autant de ponctions sur les revenus des ménages... Tout le monde doit faire des efforts, vous comprenez, en ces temps de crise... Tout le monde, vraiment ? Pas Pierre Gattaz en tout cas, qui a augmenté son salaire de 29% en 2013. Les bas salaires, les minima sociaux, les petites pensions et les privé-es d'emploi apprécieront.

Les élections municipales ont été une véritable sanction de la politique menée depuis 2 années. L'abstention massive en témoigne accompagnant le basculement de dizaines de villes à droite et la prise d'une douzaine par l'extrême droite. La crise, la politique gouvernementale, les courants réactionnaires qui s'expriment de façon décomplexée font que le FN prospère aujourd'hui et est même en tête des intentions de vote aux européennes. Les plus réactionnaires s'en sont pris à l'école, reprenant les poncifs du discours de l'extrême-droite sur l'école publique à la sauce « théorie du genre ». Leur activisme a entraîné le recul du

gouvernement par rapport à la PMA, ainsi que la frilosité du MEN sur la lutte contre les LGBTphobies. La FSU est engagée dans la lutte contre l'extrême droite, elle doit poursuivre et amplifier son action pour lui faire barrage.

Un mois après la déroute du PS aux municipales et un remaniement mettant en place le plus droitier du PS, l'acte fondateur du nouveau gouvernement est un programme, dit de « stabilité », de réduction sans précédent de la dépense publique de 50 milliards d'euros sur la période 2015-2017. Il est accompagné du pacte de responsabilité et de solidarité de baisse du « coût du travail » d'un montant

de 41 milliards d'euros en faveur des entreprises qui iront directement nourrir les profits. S'y ajoutent 5 milliards d'euros d'exonérations sur les bas salaires et de mesures fiscales pour les foyers à faible impôt sur le revenu qui vont nourrir encore davantage la démagogie fiscale. Le gouvernement Valls répond donc par une intensification des politiques d'austérité aux urgences sociales, dont les principales victimes seront les salarié-es, les précaires, les chômeurs-ses et les retraité-es. Avec à la clé : services publics démantelés, acquis sociaux mis à mal et recul général des droits.

Ce n'est même pas une politique de compromis entre des intérêts contradictoires, entre syndicats et patronats. Non il s'agit d'offrir au Medef ce qu'il demande.

Se pose alors une question essentielle au mouvement syndical. Faut-il s'accommoder du cadre général de cette politique, et tenter de dégager un « espace de négociations » dans le cadre imposé par le gouvernement, ou s'attaquer à ses fondements mêmes pour construire une alternative sociale avec les salarié-es ? D'autant plus que, malgré le vote de l'Assemblée, le gouvernement ressort politiquement affaibli de cette séquence, contesté sur ses choix dans son propre camp (41 abstentions dans le groupe PS et les Verts en contre).

Chantiers en cours et à venir

Dans l'éducation, la situation est inquiétante : l'assouplissement de la réforme des rythmes n'a pas convaincu et les oppositions majoritaires lors des CSE et CTM en disent long sur le refus des personnels d'un décret que, pourtant, le ministre ne retire pas. La rentrée de septembre, c'est aussi une crise sans précédent de recrutement (50 % de postes non pourvus au Capès de maths) :

une telle situation exige que soit mis fin à l'emploi précaire dans l'EN, il est enfin temps de titulariser tous les personnels précaires en postes ou au chômage, et de leur proposer une formation, c'est une nécessité pour eux comme pour l'avenir du SP d'éducation. En septembre, il faudra compter aussi avec des conditions de travail et d'études dégradées, pour les élèves comme pour les personnels ; l'éducation prioritaire est réduite à portion congrue et les mesures prévues en REP+ risquent de reproduire certaines dérives managériales issues d'Eclair... La circulaire de rentrée, qui va paraître de façon très tardive, défait encore davantage ce qui restait de national dans l'éducation (renvoi au local, territorialisation et autonomie renforcée) et dénature un peu plus encore les finalités de l'école, faisant la part belle à l'utilitarisme via les compétences, et au socle pour viser l'insertion professionnelle... En outre, personne ne croit plus désormais aux 54000 postes promis par Peillon, impossibles à financer au regard des milliards consentis dans le cadre des Pactes. C'est donc à la construction d'un grand mouvement pour sauver l'école qu'il faudra s'atteler l'an prochain..

Hollande a annoncé une grande **réforme de l'état**, la disparition des départements et de la moitié des Régions : l'acte III dit de décentralisation, basé sur une approche économique de la réorganisation territoriale de la France, risque bien de s'accélérer. Les collectivités territoriales vont devoir contribuer à hauteur de 11 milliards au pacte d'austérité mais elles sont également sommées de se mettre à la maille européenne afin d'inscrire les territoires dans la compétition et la concurrence libérale. Le prétendu « mille feuilles » a bon dos pour justifier, au nom d'économies supposées, et à l'occasion

d'un vaste jeu de « bonneteau des compétences », les externalisations et autres privatisations de missions, la fermeture de services publics et les suppressions de postes, tout ceci dans le plus grand des dénis démocratiques. Les territoires les plus en difficultés, les populations les plus fragilisées seront les premières victimes de ce recul des services publics alors que les inégalités déjà insupportables vont se creuser. Et c'est bien là l'enjeu essentiel : comment collectivement reconquérir et refonder démocratiquement des politiques publiques sur l'ensemble du territoire répondant à nos besoins de citoyen-usager-salarié ?

Pour ce qui est de la **Fonction publique**, l'action unitaire du 15 mai était nécessaire pour répondre aux annonces de rigueur du gouvernement, et la mobilisation a été au rendez-vous : malgré la période difficile, les cortèges partout en France ont démontré que les agents ne se résignaient pas. Il faut à présent des perspectives afin que cette journée ne reste pas sans lendemain ; les organisations syndicales doivent poursuivre leur travail commun sur ce terrain pour peser sur les négociations salariales en cours. Il faut en ce sens envisager toutes les formes de mobilisations pour faire suite à cette journée qui ne doit pas rester isolée. Il faut donc essayer de poursuivre et d'amplifier la mobilisation dans la FP. Mais, au-delà, à moyen terme, c'est à une véritable convergence public-privé que les organisations syndicales doivent travailler si l'on veut avoir une vraie chance de faire reculer durablement le gouvernement et le MEDEF sur leur politique d'austérité. C'est d'autant plus nécessaire que le gouvernement, le patronat et leurs thuriféraires des médias ne cessent d'opposer les salarié-e-s

entre eux, notamment public-privé justement.

La question de la **stratégie syndicale** se pose donc de façon aiguë : quelle posture faut-il adopter aujourd'hui face à ce gouvernement pour avancer nos revendications ? Par rapport aux autres organisations syndicales, à la veille des élections professionnelles ? Et enfin en direction des salarié-es dont nous défendons en premier lieu les intérêts ? La prochaine échéance importante est fixée au début de l'été : la troisième **conférence sociale** que tiendra Hollande ne s'ouvre pas sous les mêmes auspices que les précédentes. La première a donné lieu au Pacte de compétitivité et à l'ANI, la seconde à la réforme des retraites et au dogme de la réduction du « coût du travail », dont découle le Pacte de responsabilité. Les conférences citées n'ont donc de « social » que le nom, elles n'ont pas permis de faire avancer les droits des salarié-es, et au contraire, ont donné lieu à une série de régressions pour l'ensemble de la population. Force est de constater que la participation de la fédération à ces conférences n'a pas eu de poids : celle qui s'ouvre cette année sera marquée par les mesures de mise en œuvre des Pactes de responsabilité et de stabilité... La question de la participation de la FSU à ce qui s'apparente à un simulacre de dialogue social se pose donc très sérieusement : compte tenu du contexte, des milliards consentis par les différents pactes, même avec la meilleure volonté du monde, la participation de la FSU ne risque-t-elle pas de se confondre avec d'autres organisations syndicales qui s'inscrivent dans l'accompagnement des mesures gouvernementales ? Ne risque-t-elle pas d'y perdre là son identité à la veille des élections ? Les salarié-es n'attendent-ils pas plutôt de la fédération une autre posture, imposée par le contexte, combative et donc marquant

plus nettement l'opposition à l'orientation fixée ? Poser la question est déjà y répondre... La fédération ne pratique pas habituellement la politique de « la chaise vide », poser la question de ne pas participer à une rencontre relayée médiatiquement aurait donc un sens fort. Pour ce faire, la fédération doit s'adresser dès maintenant aux organisations syndicales pour les interpeller sur la stratégie à adopter lors de cette échéance, et construire avec elles une orientation qui mette en avant, si nécessaire en dehors de la conférence sociale, un front de contestation conséquent.

Aller à l'affrontement pour imposer une autre politique

Dès à présent, il faut rassembler autour d'une orientation qui refuse les politiques libérales à l'œuvre. Les élections européennes sont une échéance pour faire valoir d'autres principes que ceux qui président à la réalité actuelle de l'Europe, une Europe des marchés, ceinturée par les 3 % indépensables de déficit, le dumping fiscal et social, asphyxiée par les politiques d'austérité. C'est une autre Europe, celle des peuples et de la solidarité qu'il faut construire.

La mobilisation contre le grand marché transatlantique se développe, notamment avec la création de collectifs « Stop TAFTA » locaux. Ces collectifs unitaires rassemblant associations, organisations politiques et syndicales, mènent pour l'instant l'incontournable campagne d'éducation populaire propre à développer la nécessaire mobilisation de la population à ce sujet. La FSU, déjà signataire de l'appel national, doit prendre toute sa place dans les collectifs locaux existants, et appeler à leur constitution dans les départements où

l'initiative n'a pas encore été lancée. Aujourd'hui, le rapport de forces que nous recherchons face à ces politiques libérales déborde du seul terrain syndical. La marche du 12 avril contre l'austérité a été une réussite réelle. Sur la base d'un travail unitaire, elle a mobilisé et brassé large : personnalités, partis politique, associations mais également syndicats avec Solidaires, des branches importantes de la CGT, plusieurs syndicats nationaux et des sections départementales de la FSU. Cette journée a fait date, et elle a initié un processus qui doit se prolonger. Le collectif réunit des forces syndicales conséquentes, et la FSU doit à présent y prendre nationalement toute sa place. En effet, ce collectif témoigne d'une volonté d'avancer et de rassembler, de la façon la plus large possible, contre les politiques d'austérité. Le syndicalisme, face à une situation que certains se plaisent à présenter comme « sans issue », a la responsabilité de proposer un cadre d'expression à la colère sociale, et surtout un regain d'espoir et de confiance en la lutte collective. C'est en s'engageant dans les actions unitaires contre l'extrême droite, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits, pour la défense et le développement des services publics, pour une politique environnementale responsable, que nous participons de la création de ce rapport de forces indispensable aujourd'hui pour mettre en avant des alternatives et imposer un autre modèle de société. Face à ce gouvernement qui durcit son cap austéritaire, l'heure n'est plus aux hésitations mais à l'engagement déterminé pour rassembler autant que possible (avec les mouvements associatifs, altermondialistes, syndicaux, politiques) afin d'en combattre l'orientation et d'imposer d'autres choix.